



Rapport sur la discussion en ligne sur le genre, l'éducation et l'emploi

Division de la promotion de la femme des Nations Unies (désormais intégrée à ONU-Femmes)

Contexte

La Commission de la condition de la femme, lors de sa cinquante-cinquième session en 2011, aura pour thème prioritaire « L'accès et la participation des femmes et des filles à l'éducation, à la formation, à la science et à la technologie, y compris pour la promotion de l'égalité d'accès au plein-emploi et à un travail décent ». Dans le cadre des préparatifs de la session, la Division de la promotion de la femme, qui fait désormais partie d'ONU-Femmes, a organisé du 7 au 20 juillet 2010 une discussion en ligne sur les liens entre l'accès et la participation des femmes et des filles à l'enseignement et à la formation en milieu scolaire et non scolaire, et l'égalité d'accès au plein-emploi et à un travail décent.

La discussion en ligne, qui s'est tenue simultanément en anglais et en français, avait pour objectif de susciter de l'intérêt pour le thème prioritaire de la Commission de la condition de la femme, de servir de forum d'échange entre les différentes parties prenantes, d'identifier les mesures prises et les bonnes pratiques mises en place pour renforcer les liens entre l'éducation des femmes et leur emploi, et d'identifier les lacunes à combler et les défis à relever pour aller de l'avant.

Afin de donner le coup d'envoi à la discussion en ligne, la Division de la promotion de la femme et Radio-ONU ont organisé un podcast sur les femmes, l'éducation et l'emploi avec trois participantes répondant aux questions envoyées par le public par le biais du site web de la Division. Cinquante-sept questions ont été reçues pour le podcast, dont dix en français. Les trois participantes étaient **Carolyn Medel-Añonuevo**, Directrice adjointe à l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie, un centre de recherche de l'UNESCO qui promeut l'éducation non formelle, l'alphabétisation, et l'éducation des adultes pour favoriser l'apprentissage tout au long de la vie; **May Rihani**, Vice-présidente générale de l'Académie pour le développement éducatif (Academy for Educational Development), une organisation à but non lucratif active dans plus de 150 pays; et **Sakena Yacoobi**, Présidente et Directrice générale de l'Institut d'apprentissage afghan (Afghan Institute of Learning), une ONG dirigée par des femmes afghanes qui agit chaque année en faveur de 350 000 femmes et enfants en Afghanistan et au Pakistan.

Le podcast était disponible en version longue (52 min) et en version courte (14 min).

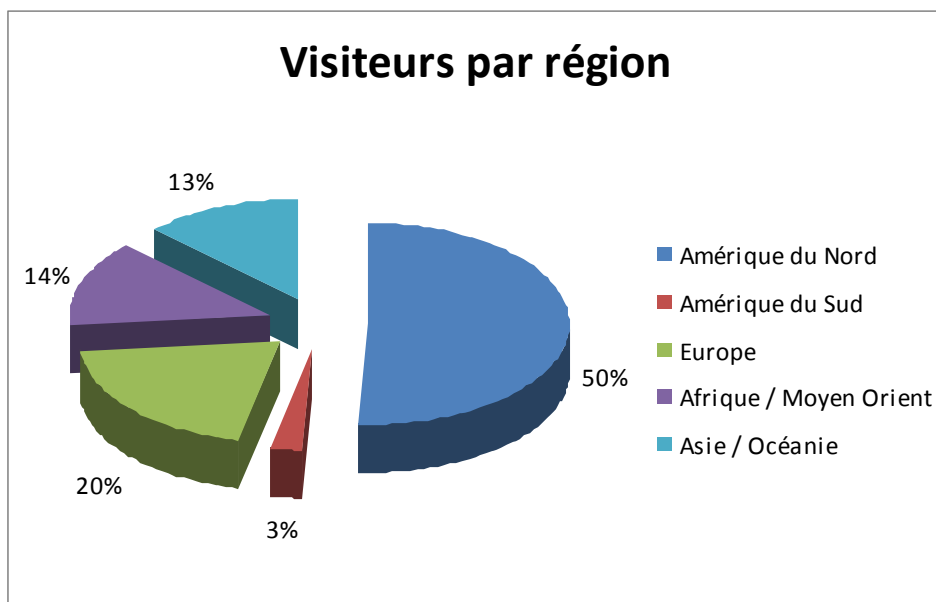
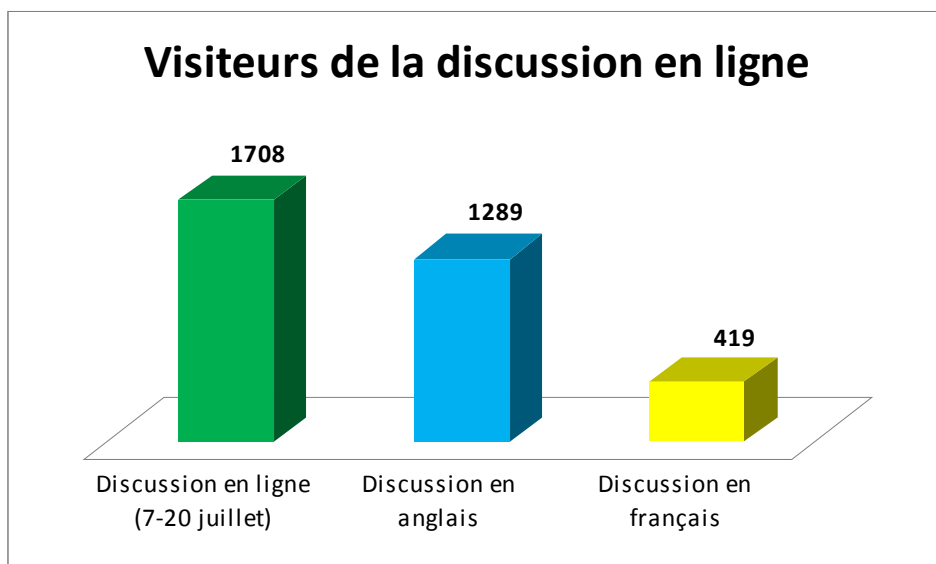
Participation¹

La discussion était en libre accès sur le site web de la Division de la promotion de la femme. Pour soumettre un commentaire, les participants devaient s'inscrire sur IntenseDebate, la plate-forme de débat utilisée pour cette discussion. Pendant les deux semaines de la discussion, 31 participants ont soumis 166 commentaires. Six participants ont soumis leurs commentaires en français. Les participants venaient de toutes les régions du monde. La plupart d'entre eux travaillaient pour des organisations non gouvernementales nationales ou communautaires ou étaient des spécialistes des questions d'éducation et de genre au sein d'institutions des Nations Unies. Des organisations telles que African Women's

¹ Les données sur les participants ont été fournies par Google Analytics, IntenseDebate et par les participants eux-mêmes.

Association (Association des femmes africaines), Programme on Women's Economic, Social and Cultural Rights (Programme sur les droits économiques, sociaux et culturels des femmes), World Vision International (Vision mondiale internationale) ou Educators and Scientists Free Trade Union of Georgia (Syndicat libre des éducateurs et des scientifiques de Géorgie) ont participé à la discussion.

La discussion a été suivie par un grand nombre de personnes : plus de 1 700 personnes venant de 110 pays ont visité les pages de la discussion en ligne, la plupart à plusieurs reprises pour suivre l'évolution de la discussion. Chaque visiteur est resté sur la page de la discussion cinq minutes en moyenne pour lire les commentaires, soit deux fois plus de temps que le visiteur moyen du site web de la Division.



Résumé de la discussion

Pourquoi une discussion sur les femmes, l'éducation et l'emploi?

L'éducation est un moteur de changement social et de croissance économique et le rôle important que l'éducation joue pour réaliser l'égalité des sexes est bien connu.² Au cours des dix dernières années, les filles ont bénéficié d'un meilleur accès à l'éducation à tous les niveaux d'enseignement, et en particulier au niveau de l'école primaire. D'après le rapport 2010 sur les objectifs du Millénaire pour le développement,³ on comptait en 2008, à l'échelle mondiale, 96 filles pour 100 garçons dans le cycle primaire, et 95 filles pour 100 garçons dans le cycle secondaire, des progrès importants par rapport à 1999 lorsque ces rapports étaient respectivement de 91 à 100 et de 88 à 100 pour ces deux niveaux d'enseignement.

Toutefois, les progrès réalisés dans le domaine de l'éducation des femmes ne se traduisent pas nécessairement par de meilleures perspectives d'emploi. Parmi la population de 20 à 24 ans, le taux d'activité féminine est inférieur à celui des hommes dans toutes les régions du monde.⁴ Les femmes qui trouvent un emploi, que ce soit dans le secteur formel ou informel, doivent également faire face à de nombreux défis, comme la surreprésentation dans l'emploi précaire et les écarts de salaire.

La discussion a porté sur les liens entre l'éducation des femmes et l'emploi et était basée sur les questions suivantes :

1. Quelles initiatives ont été mises en place pour lutter contre les stéréotypes sexistes dans le domaine de l'éducation et pour augmenter le nombre de filles dans les domaines à dominante masculine et le nombre de garçons dans les domaines à dominante féminine? Quel impact ces initiatives ont-elles eu?
2. Dans votre pays, les filles et les garçons acquièrent-ils des compétences différentes en dehors de l'école? Si c'est le cas, quelles implications cela a-t-il sur les perspectives d'emploi des femmes et des hommes?
3. Un enseignement de mauvaise qualité a-t-il un impact différent sur le niveau d'instruction des filles et des garçons et sur leurs perspectives de carrière à l'avenir?
4. Dans votre pays, à quel type d'enseignement non traditionnel et de formation les femmes et les filles participent-elles? Sur quels emplois ces formations débouchent-elles?
5. Quelles politiques sont susceptibles d'accélérer l'insertion du nombre croissant de jeunes femmes ayant fait des études sur le marché du travail?
6. Quelles initiatives visant à aider les femmes et les filles à faire la transition entre études/formation et travail ont été couronnées de succès ?
7. Dans votre pays, parmi les personnes qui ont un emploi, les femmes et les hommes bénéficient-ils des mêmes possibilités de formation ? Quel impact ces formations ont-elles sur l'évolution professionnelle des femmes et des hommes ?
8. Quelles recommandations feriez-vous aux gouvernements et à d'autres acteurs pour renforcer les liens entre éducation et emploi pour les femmes ?

Les sections suivantes résument les observations des participants.

Enseignement scolaire et domaines à dominante masculine : un problème d'accès

Tous les participants, qu'ils soient du Népal ou de la République démocratique du Congo, ont convenu que des progrès importants avaient été réalisés dans leurs pays respectifs au niveau de l'accès des filles à l'enseignement primaire, mais que leur accès à l'enseignement secondaire et supérieur reste difficile. Il faut mettre en place des incitations économiques pour les filles, leurs parents et les écoles pour que les filles continuent leurs études. Par exemple, des bourses, des bons, des bourses et des fournitures scolaires peuvent

² Pour en savoir plus sur la question, veuillez consulter le Rapport du Secrétaire général sur Beijing + 15 à cette adresse : <http://www.un.org/Docs/journal/asp/ws.asp?m=E/2010/4>

³ Voir http://mdgs.un.org/unsd/mdg/Resources/Static/Products/Progress2010/MDG_Report_2010_Fr_low%20res.pdf

⁴ World Bank (2008), Ready for work. [Disponible à cette adresse : <http://siteresources.worldbank.org/INTGENDER/Resources/ReadyforWorkfactsheet.pdf>]

être mis à leur disposition, y compris dans le but d'encourager les filles à poursuivre des études dans des domaines à dominante masculine. Par ailleurs, dans de nombreux pays, il faudrait répondre aux besoins particuliers des filles et des femmes en veillant à ce qu'elles n'aient pas à se déplacer sur de longues distances pour fréquenter un établissement secondaire et que les programmes offerts ne soient pas trop longs, car les femmes et les filles doivent souvent assumer des responsabilités supplémentaires dans leur foyer.

Au-delà de la question de l'accès des filles à l'enseignement secondaire, il faut également déployer de plus amples efforts pour intégrer la problématique de l'égalité des sexes dans les programmes scolaires. Les manuels scolaires, mais aussi les programmes de formation des enseignants, devraient tenir compte de la problématique hommes-femmes et promouvoir l'égalité des sexes. Les participants ont fait référence aux efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) qui organise des ateliers de formation autour de son manuel de formation à la prise en compte de la problématique hommes-femmes (Gender Sensitivity Training Manual - <http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001376/137604eo.pdf>) au Zimbabwe, au Malawi et en Zambie; ainsi qu'au guide pour intégrer les questions relatives aux femmes dans l'enseignement supérieur en Afrique (Toolkit for Mainstreaming Gender in Higher Education in Africa - <http://www.aau.org/wghe/gender/toolkit/Tooltik-complete.pdf>) élaboré par l'Association des universités africaines et l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique.

Les participants ont noté que fort peu avait été fait pour augmenter le nombre de filles et de femmes dans les domaines à dominante masculine, un problème tant pour les pays en développement que pour les pays développés. L'existence de femmes qui peuvent servir de modèles aux plus jeunes est particulièrement importante, qu'elles soient conductrices de pousse-pousse au Népal, femmes d'affaires ou bien scientifiques, pour montrer aux jeunes filles qu'elles peuvent prendre des risques et prospérer dans un domaine à dominante masculine. De même, l'existence d'hommes qui peuvent servir de modèle dans les domaines à dominante féminine est importante pour que ces professions soient plus respectées et que le travail traditionnellement féminin soit reconnu à sa juste valeur.

Éducation non traditionnelle : les stéréotypes sexistes persistent

Dans de nombreux pays, les compétences acquises par les filles et les garçons en dehors des établissements scolaires traditionnels suivent de près les stéréotypes sexistes. Les garçons sont formés pour devenir des mécaniciens, des menuisiers, des maçons, des éleveurs ou des fermiers; tandis que les filles restent à la maison où elles acquièrent des compétences qui les aideront à s'occuper des tâches domestiques, telles que la cuisine et le ménage, et à dispenser des soins. Sinon, les filles sont formées à des professions traditionnellement féminines pour devenir, par exemple, coiffeuses, tisserandes, masseuses ou couturières.

Bien que ces compétences puissent aider les femmes à devenir indépendantes, elles ne leur permettent en général pas d'avoir un revenu stable. Les femmes entrepreneurs qui fabriquent des produits locaux ne sont souvent pas en mesure de faire concurrence aux produits venant des marchés mondiaux. Elles sont confrontées à différents obstacles, tels que leurs connaissances limitées dans le domaine de la gestion d'entreprise ou des négociations commerciales. À l'opposé, il est possible que les garçons eux développent ces compétences en pratiquant des sports où ils apprennent à travailler en équipe, mais aussi à diriger une équipe, et à comprendre ce que gagner et perdre veulent dire.

Un partenariat solide entre des structures de formation et des entreprises ou des industries permettrait aux filles et aux garçons d'avoir de meilleures perspectives d'emploi, indépendamment de leur choix de formation. Des programmes de discrimination positive seraient également une façon de garantir l'accès des femmes dans des domaines à dominante masculine tels que la technique automobile, les bâtiments et travaux publics ou les réparations électriques. Par ailleurs, les établissements de formation professionnelle et d'enseignement non traditionnel devraient mettre en place des conditions d'apprentissage participatif et utiliser des manuels qui soient sensibles à la problématique hommes-femmes dans le but de permettre aux filles et aux garçons de décider de leur avenir en connaissance de cause. Il faut développer leurs aptitudes à la vie quotidienne, comme la capacité à fixer des objectifs, à

créer un espace personnel afin de s'épanouir et à travailler en équipe. Parmi les institutions qui permettent aux enfants d'acquérir de telles compétences, on peut citer les écoles pratiques d'agriculture et d'apprentissage de la vie pour les jeunes à Gaza et en Cisjordanie, fondées par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (West Bank and Gaza Strip Junior Farmer Field and Life Schools - <http://www.fao.org/docrep/012/i1450e/i1450e01.pdf>).

Enseignement de mauvaise qualité : un plus grand impact pour les filles

Un enseignement de mauvaise qualité a un impact négatif important sur les perspectives de carrière des filles comme des garçons. Un participant a comparé un enseignement de mauvaise qualité à un couteau mal aiguisé : on ne peut rien couper avec, on gaspille son énergie et on risque de se couper.

Il est toutefois particulièrement difficile pour les filles de surmonter l'obstacle que représente un enseignement de mauvaise qualité à cause des inégalités structurelles auxquelles elles sont confrontées. Le nombre d'élèves par enseignant, l'état de fonctionnement des établissements scolaires, les installations sanitaires, y compris l'eau, le mobilier scolaire, tel que les chaises et les bureaux, tout comme les méthodes d'enseignement et d'apprentissage peuvent avoir des conséquences différentes sur le niveau d'éducation des filles et des garçons et donc sur leurs perspectives d'avenir. Par exemple, en Inde, la mobilité des filles est parfois limitée à cause de certaines contraintes culturelles : les filles ne peuvent donc pas, à l'opposé des garçons, aller à une meilleure école qui serait loin de chez elles. Il est certes important de veiller à ce que toutes les écoles offrent un enseignement de bonne qualité, mais au-delà de cela, les gouvernements peuvent également s'attaquer à ces contraintes culturelles en organisant des campagnes de sensibilisation sur le droit des filles à l'éducation.

Les femmes dans la vie active : divers obstacles à franchir

Les participants ont mis l'accent sur les contraintes structurelles qui empêchent les femmes diplômées de trouver un travail décent. Ils ont souligné que le rôle des gouvernements était d'élaborer le code du travail et de le faire appliquer. Les gouvernements peuvent s'assurer que les femmes entrent sur le marché du travail dans des conditions équitables en éliminant les obstacles qu'elles rencontrent, par exemple une assurance médicale plus chère pour l'employeur lorsqu'il embauche une femme, et en fournissant des prêts ou en versant des subventions aux femmes entrepreneurs pour qu'elles accèdent au crédit et créent leur propre entreprise. Ils doivent aussi veiller à réprimer le harcèlement sexuel. Il faut également prévenir la violence contre les femmes dans les espaces publics afin de s'assurer qu'elles ne courent pas de risque lorsqu'elles se rendent sur leur lieu de travail. Par ailleurs, les gouvernements devraient fixer des objectifs en matière de parité à tous les niveaux d'emploi et arrêter de verser des subventions aux institutions qui refusent de nommer des femmes à des postes à responsabilité.

Un autre thème a été abordé : celui de la corruption. Bien que la corruption ne soit pas un problème qui ne concerne que les femmes, cela pose un réel problème dans certains pays pour de nombreuses jeunes femmes diplômées qui n'ont pas les relations nécessaires pour trouver un emploi.

Après l'obtention de leur premier emploi, les femmes ont en général les mêmes possibilités de formation que les hommes. Néanmoins, les formations ne sont parfois pas offertes dans des endroits ou à des horaires qui conviennent aux femmes, ou ne prennent pas en compte les contraintes auxquelles les femmes qui doivent s'occuper de leur famille sont confrontées. Enfin, l'accès à la formation ne signifie pas que les femmes aient un salaire égal pour un travail égal ou obtiennent une promotion plus rapidement.

Certains participants ont insisté sur les besoins particuliers des femmes âgées qui doivent surmonter des problèmes spécifiques tels que des atteintes sensorielles ou une mobilité réduite et qui doivent apprendre à utiliser les nouvelles technologies. L'apprentissage tout au long de la vie, notamment au niveau des programmes d'alphabétisation et d'initiation au calcul, est particulièrement important compte tenu des transformations survenues au sein des sociétés avec le vieillissement des populations et le changement des structures familiales, qui se traduisent par un allongement de la vie active.

Le difficile équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle est un autre frein au travail des femmes. Il est important de fournir aux adolescentes et aux adolescents, mais aussi aux femmes et aux hommes, des informations sur la planification familiale et un accès à la contraception afin qu'ils soient en mesure de prendre des décisions en toute connaissance de cause. Il faut également aider les employés à trouver un équilibre entre travail et famille en veillant à ce qu'ils aient accès à des garderies et à des transports adéquats, tout en offrant un régime de congés flexible ainsi que des crédits d'impôts pour que les femmes continuent de travailler. Les technologies permettant de gagner du temps, notamment pour des tâches telles que ramasser du bois ou aller chercher de l'eau, se sont également avérées utiles, car elles permettent aux femmes et aux filles de consacrer plus de temps à leur éducation et à leur travail rémunéré.

Femmes mariées et emploi : quel choix ont-elles?

La question du mariage et de l'emploi a également été soulevée, notamment en vue du contexte économique actuel où il est de plus en plus dans l'intérêt de l'ensemble de la famille d'avoir les deux époux qui travaillent. Certains participants étaient d'avis que le mariage représente une contrainte pour les femmes dans leur choix de travail. Dans certains cas, les maris de femmes diplômées leur interdisent de travailler. Dans de nombreuses cultures, les femmes sont censées suivre les conseils de leur mari, que ce soit au sujet de leur emploi ou pour d'autres questions.

Les participants ont souligné qu'il ne suffisait pas d'adopter des lois sur l'éducation ou la discrimination pour que les femmes aient de meilleures perspectives d'emploi. Les femmes doivent également devenir autonomes dans leur foyer.

Recommandations

Les participants recommandent aux gouvernements de:

- Faire connaître aux garçons et aux filles leurs droits car la nouvelle génération est le meilleur agent de changement
- Faire des analyses, notamment des études d'impact en matière d'égalité fondées sur des données solides ventilées par sexe afin de mieux comprendre les dynamiques spécifiques aux femmes pour ce qui est du lien entre l'éducation et l'emploi
- Adopter des lois antidiscriminatoires en matière de recrutement, de grossesse, de salaire et de promotion
- Appliquer ces lois en demandant aux compagnies et aux institutions de faire état des mesures prises pour les mettre en œuvre, et en arrêtant de subventionner et en pénalisant les institutions qui ne traitent pas les femmes de manière égalitaire
- Éliminer les obstacles à l'emploi des femmes, notamment grâce à :
 - o un congé parental payé universel pour les femmes comme pour les hommes
 - o un système de garderies accessibles et abordables
- Encourager les femmes entrepreneurs en :
 - o Fournissant un capital de départ aux femmes qui souhaitent créer leur entreprise
 - o Encourageant les associations de productrices comme l'Association des femmes travailleuses indépendantes (Self-Employed Women's Association (SEWA) - www.sewa.org) en facilitant leur accès aux ressources, telles que la terre et le crédit, et leur accès aux marchés
 - o Mettant en place des programmes de discrimination positive
 - o Facilitant l'accès des femmes à des services de vulgarisation agricole bien conçus
- Promouvoir la parité des sexes au niveau politique
- Reconnaître à sa juste valeur le travail effectué par les femmes dans leur foyer et renforcer l'accès des femmes aux technologies qui leur permettent de gagner du temps et de dépenser moins d'énergie
- Adopter des politiques spécifiques pour les femmes âgées pour les aider à mettre à jour leurs connaissances, notamment en mettant l'accent sur l'apprentissage tout au long de la vie

La société civile devrait, pour sa part, surveiller de près les actions prises par les gouvernements, sensibiliser le public aux questions relatives à l'éducation et à l'emploi des femmes et veiller à ce que les gouvernements tiennent leurs promesses.